

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 172

Mai 2026

# le libertaire

## revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. ( En Français ), repris par Sébastien Faure en 1895.  
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

## L'anarchisme contre l'imposture

J'ai découvert le Traité des trois imposteurs (Moïse, Jésus-Christ et Mahomet) grâce à l'ouvrage de référence de Max Nettlau sur l'anarchisme. Ce pamphlet trouve son origine au Moyen Âge, sous la forme d'une rumeur gênante pour les puissants, qui a semé le trouble dans les monarchies européennes et au sein même de la papauté. Théologiens et prêtres – juifs, chrétiens ou musulmans – craignaient et persécutaient la diffusion de ce texte difamatoire avant même sa publication.

C'est finalement à la veille des Lumières que son existence fantomatique se matérialisa dans une première publication anonyme, collective et clandestine, dont l'intention avouée était de se rebeller contre les impostures et les injustices de son temps à travers la thèse suivante : l'instrumentalisation politique de la religion par des imposteurs comme stratégie de contrôle populaire, de conquête et de maintien du pouvoir. « Écrite – comme si cela ne suffisait pas – dans un langage extrême et conçue comme un recueil d'idées anti-ecclesiastiques et anti-absolutistes. »

Les trois grands prophètes monothéistes — Moïse, Jésus et Mahomet — seront au cœur de la réflexion de cette brochure. Toutefois, les concepts mêmes de Dieu, de religion et d'âme y seront également abordés.

Les spécialistes du Traité le décrivent, compte tenu du contexte de son impression – une époque marquée par les rois, l'Inquisition et la persécution de la liberté de pensée – comme une œuvre scandaleuse d'une cohérence quasi fantasmagorique, diffusée à ses débuts comme un dangereux secret de polichinelle, à la fois mythe et légende. Pour Diego Tatián (2007), l'un de ses plus récents traducteurs en espagnol, « il s'agit du document le plus important de la culture clandestine qui a forgé le siècle des Lumières radical des XVIIe et XVIIIe siècles ».

Avec ce premier article, j'entame une courte série de textes où j'utiliserai le Traité comme outil de pédagogie anarchiste. J'entends par pédagogies anarchistes un ensemble diversifié de pratiques éducatives libertaires, anti-autoritaires et collectivistes, visant à enseigner et à apprendre l'anarchisme afin d'explorer des formes nou-

velles et variées d'anarchisme dans la vie quotidienne – à la maison, dans le quartier, au travail. Je m'intéresse à ce que ce document bref et fascinant peut nous apprendre sur le présent, 300 ans après sa publication.

### Pour dénoncer les impostures du présent

Je constate que le génocide du peuple palestinien perpétré par l'État d'Israël, les guerres techno-impérialistes, le colonialisme persistant dans de nombreuses régions du monde et la résurgence du fascisme se déroulent simultanément sous nos yeux, utilisant des discours religieux et quasi-religieux pour justifier les atrocités, l'extermination, la persécution et l'occupation.

Les mêmes États-nations qui, dans les pactes internationaux d'après-guerre, ont juré de ne pas permettre ni provoquer une nouvelle érosion de la société démocratique et une montée de la déshumanisation, incitent aujourd'hui cyniquement à la violence ou se rendent complices des nations agresseuses. Si ces nations n'ont jamais renoncé à leur double discours, se présentant comme des États démocratiques sur leur propre territoire tout en demeurant des puissances coloniales à l'étranger, nous assistons aujourd'hui à une régression éthique sur la scène internationale, due à l'inefficacité et à la futilité des accords conclus entre pays.

Gaza, le génocide et les 77 années d'occupation israélienne de la Palestine constituent l'exemple le plus précis d'une imposture contemporaine : la promesse de non-répétition des crimes contre l'humanité faite par des organisations supranationales utilisant le paradigme des droits de l'homme et du droit international humanitaire, le tout fondé sur le libéralisme politique hérité des Lumières.

L'illusion s'amplifie si l'on élargit notre perspective au Congo, au Soudan, à l'Éthiopie, au Haut-Karabakh, et si l'on se souvient également du Rwanda, du Cambodge, du Guatemala et de la Bosnie. Elle s'amplifie si l'on comprend que les guerres sont le moteur du capitalisme, et elle s'approfondit si l'on observe comment les seigneurs de guerre mènent aussi leurs propres luttes intestines

pour se maintenir au pouvoir à l'intérieur des frontières de l'État. L'illusion devient flagrante si l'on considère le Mexique... La paix qu'on y promet n'est qu'une façade, car nous ne l'avons jamais vue.

Et pourtant, face à la tromperie, il ne reste que ce que nous rappelle le Traité des trois imposteurs : notre capacité de raisonner, notre esprit critique, notre liberté de conscience, l'humanité qui demeure en nous, le refuge du collectif et une soif inextinguible de justice. L'art de penser librement même sous les pires formes de domination.

Bien que l'anarchisme, en tant que théorie, pratique et mouvement social, soit un produit de l'ère moderne, la critique du pouvoir et la défense de la liberté comme condition inaliénable des individus et des peuples font partie intégrante de l'humanité depuis ses origines. Pour nous, l'anarchisme — dit Colin Ward — est « comme une graine sous la neige, enfouie sous le poids de l'État et de sa bureaucratie, du capitalisme et de son gaspillage, des privilèges et des injustices, du nationalisme et de ses loyautés suicidaires, des différences religieuses et de leur séparatisme superstitieux. »

En ce sens, il est primordial pour les anarchistes de comprendre les différentes expressions de la lutte individuelle et collective contre l'autorité qui ont été mises en œuvre au fil du temps. Ce pamphlet libertaire radical rappellera à ses lecteurs une pratique anarchiste classique : l'action directe, clandestine et communautaire dans des conditions d'oppression extrême, telles que celles vécues à l'époque des monarchies absolues européennes, de leurs colonies et de l'Inquisition.

Dans le prochain article, je présenterai un bref aperçu historique des origines du Traité, de sa phase mythique et de sa phase concrète. Il est étonnant de constater comment la simple existence d'une idée peut ébranler les fondements des imposteurs.

(A suivre dans le Libertaire de Juin

Alonso Merino Lubetzky)

## I.A. et techno-fascisme

**L**e monde dans lequel nous vivons a débuté avec la Révolution scientifique des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. À cette époque, des philosophes comme Francis Bacon ont développé une approche technocratique du contrôle de la nature et des êtres humains, qu'ils désignaient par euphémisme sous le nom de « modernité ». On retrouve cette vision technocratique de la transformation à grande échelle de la nature dans l'agriculture industrielle, et son contrôle sur les êtres humains dans le traitement des malades, des personnes souffrant de troubles mentaux et des prisonniers, comme le montrent les travaux de Michel Foucault.

Le rôle de la science dans ce système est d'extraire des informations de la nature, d'en révéler les secrets. Cela permet de les reconditionner et de les reconfigurer, d'y ajouter de la valeur économique et de les vendre comme marchandise : le fondement du capitalisme. La science agit de même avec les processus de travail humain. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette extraction d'informations du travail humain a franchi une étape importante avec l'« Organisation scientifique du travail » de Frederick Taylor, qui impliquait l'observation précise des mouvements corporels des travailleurs. De fait, le savoir-faire des travailleurs est extrait et traité pour créer des machines qui les remplaceront dans un processus d'intensification du capital (automatisation). L'IA est l'aboutissement de 130 ans de taylorisme ; c'est le Graal des technocrates, un système permettant d'automatiser l'extraction et la surveillance des informations.

Le taylorisme et l'État technocratique, avec pour principal outil les statistiques, émergent simultanément en réponse à la crise du capitalisme industriel de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par de graves troubles sociaux et la montée du socialisme et de l'anarchisme. Au-delà des politiques de laissez-faire, l'État développa rapidement son appareil bureaucratique, son intervention dans l'économie et son contrôle social, notamment par la Prohibition aux États-Unis et l'eugénisme, un système de gestion scientifique de la population. Les méthodes de l'État technocratique menèrent finalement aux deux régimes totalitaires du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le stalinisme et le fascisme, tous deux nourris par le fantasme technocratique de créer l'« Homme nouveau ». L'Holocauste ne fut pas seulement le fruit de la haine politique, mais aussi, comme l'ont souligné Adorno et Horkheimer, l'aboutissement de la gestion technocratique de la société.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, nous assistons une fois de plus à la synergie entre le fascisme et la technocratie.

Il ne saurait y avoir de compromis avec le technofascisme. Il n'y a pas de juste milieu, car les prétendus avantages de l'IA sont pour la plupart dénués de sens. Nous subissons le technofascisme dans son intégralité, et il est naïf de croire que nous pouvons le choisir et le réguler. La méthode technocratique consiste à nous imposer de nouvelles technologies, comme l'affirmait la devise de l'Exposition universelle de Chicago de 1935 : « La science découvre, l'industrie applique, l'homme s'adapte. »

Nous devons donc comprendre à quoi nous sommes confrontés. Il est tard, et il est sans aucun doute temps de désactiver l'IA. Les antifascistes doivent agir.

Ainsi, l'IA n'est pas simplement l'« outil » idéal des oligarques fascistes : c'est un système de pouvoir technocratique qui les façonne, ainsi que leur philosophie et leur politique. L'immense puissance et l'efficacité de la science et de la technologie engendrent une forme de cruauté obsessionnelle et des projets de manipulation sociale mégalomane qui, à l'instar du fascisme politique, bafouent impitoyablement les valeurs éthiques et humaines fondamentales.

Tandis que les oligarques s'allient à Donald Trump pour tenter de résoudre la crise de faible croissance du capitalisme néolibéral, un nouveau modèle de production capitaliste et de contrôle technocratique se met en place, dont la puissance dépasse la somme de ses composantes. La synergie entre le fascisme et les enjeux politiques sous-jacents à l'intelligence artificielle pourrait mener à un véritable totalitarisme, dont il est difficile d'entrevoir une issue.

PS : Les suppressions de postes vont bon train dans les groupes de presse français. La presse régionale est en première ligne (Ouest France ...). Des centaines de journalistes vont perdre leur travail et les salariés dans les

rédactions vont de même être impactés. Le tout au profit de l'Intelligence artificielle. Certes, il y a une perte de lectorat de journaux mais l'IA. risque de porter le coup de grâce à la presse en général.

L'IA est susceptible de supprimer cinq millions d'emplois en France dans les années à venir. Et parmi ces suppressions, de nombreux emplois qualifiés : développeurs, architectes, ingénieurs, traducteurs...

Au-delà du technofascisme qui se met en place avec Elon Musk et autres dirigeants de la silicon valley, ce sont des pans entiers de jobs qui vont ou disparaître ou séroder. Les futurs chômeurs feraient bien de rejoindre le combat antifasciste pour défendre la liberté, une certaine autonomie et aussi l'emploi.



## Individualisme et anarcho-syndicalisme

Un lecteur nous a demandé de préciser et réactualiser « la synthèse anarchiste » et nous dire en quoi elle est encore utile aujourd'hui. Il nous indique que « La synthèse anarchiste » de Voline puis celle de Sébastien Faure sont des textes longs à lire... Dont acte.

Au niveau du Groupe Libertaire Jules Durand, nous pensons que l'individualisme, l'anarcho-syndicalisme et le communisme libertaire ne sont pas antinomiques mais complémentaires.

L'individualisme a mauvaise presse aujourd'hui car il est devenu synonyme d'égoïsme. Ce n'est pourtant absolument pas le cas et tout anarchiste est individualiste. Et l'individualiste participe aux luttes sociales, lutte pour l'émancipation au travail comme dans sa vie personnelle. On constate que dès les débuts de l'anarchisme, leurs luttes sont intemporelles et valent encore pour aujourd'hui. D'ailleurs, étant donné le repli de l'anarcho-syndicalisme, l'anarchisme individualiste permet de rester cohérent entre pratique et théorie. D'après Anne Steiner, que nous rejoignons dans ses propos : « Pour ce mouvement, la transformation de la société passe par la transformation personnelle. Chaque individu doit tendre vers le développement de toutes ses potentialités, dans tous les domaines (intellectuel, affectif, sexuel, physique,

sensoriel, artistique). Il y a la conviction qu'il n'y aura pas de changement social s'il n'y a pas au préalable de rupture dans les comportements. Alors que les tenants de la révolution remettent tout effort à plus tard – peuvent être autoritaires avec leurs enfants, vivre des rapports inégalitaires, travailler dans n'importe quelle entreprise à n'importe quelle tâche, et consommer à tout va – en attendant la révolution qui réglera tout, l'anarchiste individualiste s'efforce, lui, d'agir dans tous les actes de sa vie, même les plus infimes, en accord avec son éthique, sans compromis aucun.

Bien sûr, on a tous en tête des anarchistes individualistes qui se replient sur eux-mêmes en prenant tous les autres pour des cons et préfèrent leur tour d'ivoire. Mais ce n'est pas l'essence de l'anarchisme individualiste.

Pour l'anarcho-syndicalisme, nous le disons et redisons, il est souvent utile de se syndiquer, notamment dans les grandes entreprises et les corporations à fort taux de syndicalisation : Ports et docks, livre... De surcroît, l'anarcho-syndicalisme bénéficie sur le plan historique d'une certaine aura. Le syndicalisme révolutionnaire en France avant 1914, la CNT espagnole dès 1910... Ce syndicalisme était porteur d'espoir et d'alternative avec un grand nombre de participants. Mais depuis, l'idée de grève gé-

nérale a pris du plomb dans l'aile car l'économie a évolué. La situation des travailleurs aussi. Nous vivons dans l'ère des multinationales, du numérique, de l'I.A. Nous subissons le dérèglement climatique et le thème de l'écologie sociale et libertaire devient central pour les anarchistes car il y va de l'avenir de la planète. Le réchauffement climatique touche tout le monde. Les échanges commerciaux nous rendent interdépendants : nous ne vivons pas dans un monde clos. Envisager alors la grève générale dans un seul pays relève de la méthode Coué car la production industrielle est internationalisée.

A défaut de relocaliser toutes les productions, toute tentative de grève générale se heurterait aux autres Etats, complexes militaro-industriels etc. La production des grève-généralistes serait rapidement bloquée par manque de pièces, de ressources, de matières premières... Il suffit de constater ce que le blocage du détroit d'Ormuz provoque au niveau de l'économie mondiale. De plus la plupart des biens de consommation sont produits hors d'Europe. Beaucoup viennent de pays asiatiques, notamment de Chine, pays qui de par son fonctionnement ne verrait pas d'un bon œil un système social et politique concurrentiel. Et rêver d'une grève générale sur le plan international semble peu réaliste aujourd'hui même. Cela relève d'un vœu pieux. C'est dommage mais c'est ainsi. Aux militants anarcho-syndicalistes de revisiter le thème de la grève générale, voir en quoi elle reste valide aujourd'hui et en quoi elle est obsolète.

Cependant, le syndicat demeure un organe de résistance et est capable encore de mobiliser massivement lors d'enjeux comme la défense des retraites etc. Il peut de même obtenir des accords de branche plus favorables, une meilleure sécurité au travail, des salaires corrects... bref améliorer les conditions et de sécurité au travail. L'anarcho-syndicalisme défend encore l'indépendance syndicale vis-à-vis de tout parti politique et certaines méthodes d'action : action directe, sabotage, grève perle, boycottage...qui demeurent pertinentes et efficaces.

Finalement les anarchistes individualistes et syndicalistes se rejoignent plus qu'on ne le croit quand il s'agit par exemple de luttes pour diminuer le temps de travail. Travailler moins, c'est vivre plus et mieux. Le travail aliène, de fait, et nous enlève du temps libre qui pourrait être utilisé pour lire, s'instruire, jardiner et développer ses potentialités. La diminution du temps de travail a toujours été un enjeu pour tous les anarchistes, bien avant même le Premier Mai 1906.

Jean Grave, théoricien de l'anarchisme, pensait qu'agir sur la consommation était un levier pas suffisamment utilisé par les travailleurs et qu'il pourrait donner de bons résultats dans les luttes. De nos jours, un boycottage bien organisé pourrait mettre à mal certains patrons voire l'économie mondiale. S'en prendre à la consommation de

manière simultanée et concertée mettrait à mal le capitalisme. Produire des produits sains, bio, au plus près est dans l'air du temps. C'est à généraliser. On constate les dégâts sur la santé (cancers...) de l'utilisation des pesticides, engrais phosphatés etc. Produire aussi des biens nécessaires et utiles à notre bien-être relève du bon sens. De même créer des alternatives aux circuits marchands.

Les anarchistes individualistes sont, selon la terminologie de Gaetano Manfredonia, des "éducationnistes-réalisateurs" : ils croient en l'éducation, en particulier sous la forme de l'auto-éducation. Car seul un homme éduqué, libéré des préjugés de son temps, soumis à la seule autorité « de l'expérience et du libre examen », sera capable d'œuvrer pour l'émancipation.

Les anarcho-syndicalistes ouvriers sont souvent des militants qui cherchent à parfaire leur instruction. Ils lisent beaucoup et s'intéressent aux problèmes économiques mais aussi sociaux. Ce sont souvent des autodidactes, c'est encore un point commun avec les anarchistes individualiste.

Les communistes libertaires sont souvent assimilés aux anarcho-syndicalistes et inversement. En mai 1936, lors de son congrès de Saragosse, la CNT fait la synthèse entre ses deux principales tendances autour d'un projet de communisme libertaire qui fait de la commune la pièce maîtresse de la société post-révolutionnaire.

Mais quelques décennies plus tôt, au Congrès National Socialiste Ouvrier de 1880 du Havre, il est fait allusion au communisme libertaire : « Le Congrès national ouvrier socialiste du Havre déclare nécessaire l'appropriation collective, le plus vite possible et par tous les moyens, du sol, sous-sol, instruments de travail, cette période étant considérée comme une phase transitoire vers le communisme libertaire. »

En 1887-1888, les anarchistes havrais qui éditent l'hebdomadaire « L'Idée Ouvrière », se réclament du communisme anarchiste : « Le communisme-anarchiste est la qualité ou forme constitutive d'une société égalitaire et libertaire (pouvant ne s'étendre qu'à une partie quelconque de l'humanité, comme pouvant embrasser l'humanité toute entière) où la portion du globe occupée par cette société, ainsi que les instruments de travail et tous les moyens de production qu'elle possède, sont la propriété indivise de la collectivité, et sont exploités par celle-ci, d'après un mode unissant l'utilité commune à l'autonomie complète, absolue de l'individu. » Et souvent à l'époque, au-delà de l'aspect économique, s'ajoute la morale anarchiste. Là encore, les frontières entre communistes anarchistes et individualistes sont poreuses.

Micka (Groupe Libertaire Jules Durand)

# Guerre, fascisme ou lutte des classes

**L**a croissance soutenue des dépenses militaires mondiales, leur concentration entre les mains d'une poignée de puissances, l'expansion record de l'industrie de l'armement et l'intégration croissante entre les économies civile et militaire montrent que le capitalisme contemporain évolue vers une forme d'économie de guerre permanente, où la destruction et sa préparation méthodique deviennent des mécanismes de reproduction du système.

## Guerre, fascisme et lutte des classes

La guerre et le fascisme ne sont pas le fruit du hasard, provoqués par des dirigeants déments et des idéologies cruelles et insensibles, mais bien le résultat inévitable du cours historique du capitalisme. La guerre est l'expression la plus authentique du caractère obsolète, irrationnel et criminel du capitalisme contemporain.

Le pouvoir politique n'appartient pas à des individus comme Donald Trump, Vladimir Poutine ou Xi Jinping, mais aux gigantesques concentrations industrielles et financières de capitaux qui dirigent, contrôlent et manipulent les différents appareils d'État.

La Seconde Guerre mondiale n'a pas éclaté parce qu'Hitler était fou, mais parce que le nazisme et le fascisme, tout comme les démocraties et l'Union soviétique, ont tenté de résoudre le chômage de masse et la crise économique par le biais d'investissements publics et de l'industrie de guerre. C'est le système capitaliste qui était hors de contrôle, englué dans une grave récession dans les années 1930, et qui n'avait d'autre choix qu'une économie de guerre mondiale : comme aujourd'hui.

Aujourd'hui, cette dynamique se traduit par une tendance de plus en plus marquée vers une économie de guerre mondiale. Les dépenses militaires mondiales ont atteint environ 2 800 milliards de dollars par an, un niveau record après plus d'une décennie de croissance continue. Ces dépenses représentent désormais environ 2,5 % du PIB mondial, dont plus de la moitié est concentrée entre les mains de quelques grandes puissances.

Les grands budgets militaires illustrent cette concentration des capitaux militaires : les États-Unis dépensent plus de 900 milliards de dollars par an, la Chine plus de 330 milliards, la Russie environ 190 milliards, tandis que des puissances comme l'Allemagne et l'Inde dépensent bien plus de 90 à 100 milliards de dollars. Il ne s'agit pas de chiffres isolés, mais plutôt de l'expression d'une réorganisation structurelle de l'économie mondiale autour de la guerre.

L'augmentation des prix du pétrole, dans certaines li-

mites, profite aux différentes bourgeoisies nationales : la bourgeoisie américaine, devenue l'un des principaux producteurs et exportateurs mondiaux ; la bourgeoisie russe ; et aussi la bourgeoisie iranienne, qui continue de mettre son pétrole brut sur le marché mondial même en période de conflit.

L'inflation galopante, liée à la hausse des coûts de l'énergie, n'affecte pas significativement les grandes entreprises, qui répercutent ces coûts sur les consommateurs. En revanche, elle frappe de plein fouet la classe ouvrière, dont le pouvoir d'achat se réduit. Ainsi, l'inflation devient un mécanisme de redistribution indirect qui profite au capital.

La guerre sert non seulement des intérêts géopolitiques, mais alimente aussi directement le système industriel et technologique. Les 100 plus grandes entreprises d'armement au monde génèrent déjà près de 700 milliards de dollars de chiffre d'affaires annuel, un chiffre en constante augmentation. La destruction et la production d'armes deviennent ainsi un secteur clé d'accumulation de richesses et ouvrent la voie à de futurs plans de reconstruction.

L'Europe en offre un exemple particulièrement frappant : les dépenses militaires y ont connu une croissance à deux chiffres, dépassant des niveaux inédits depuis la Guerre froide. Les industries civiles sont reconverties, les plans de réarmement se multiplient et les États orientent les ressources publiques vers le complexe militaro-industriel. L'Allemagne résout la crise de production de son industrie automobile en la convertissant en industrie d'armement.

Cette tendance confirme que la guerre n'est pas une anomalie, mais une composante structurelle du capitalisme dans sa phase actuelle. La préparation constante à la guerre, la militarisation de l'économie et l'intégration de l'État et de l'industrie de l'armement constituent une économie de guerre mondiale, où production et destruction s'inscrivent dans un même cycle de valorisation du capital.

L'augmentation des budgets de la défense implique systématiquement et partout des coupes dans l'éducation, la santé, les services sociaux et les retraites. C'est le dilemme classique du beurre ou des armes.

Cette économie malade et criminelle ne peut mener qu'à la guerre ; une guerre considérée à la fois comme la force motrice et la fin en soi. Orwell l'avait déjà pressenti dans son roman 1984.

L'imbrication des intérêts entre puissances rivales démontre que les contradictions entre États ne sont pas absolues. Les bourgeoisies s'affrontent, mais elles coopèrent, commercent et tirent des avantages mutuels, même en contexte de conflit. La rivalité fondamentale et ultime est celle qui oppose le capitalisme d'État chinois au capitalisme d'État américain.

Ce qui importe à la bourgeoisie internationale, ce n'est pas tant qui gagne, mais que la guerre ait lieu, qu'elle détruise les surplus, relance la production et discipline la classe ouvrière. La guerre impérialiste est, en fin de compte, une guerre contre le prolétariat mondial.

Les déclarations en défense de la démocratie ou contre l'impérialisme masquent cette réalité. Sous le vernis démocratique, règne la dictature du capital. Les libertés ne sont accordées que dans la mesure où elles n'entravent pas l'accumulation ; en temps de crise et de guerre, elles sont réduites à l'extrême, voire caricaturales, ou totalement abolies.

En se contentant de gérer le capitalisme, les partis de gauche libéraux désarment politiquement les travail-

leurs. Incapables de proposer une véritable alternative, ils ouvrent la voie à la montée du fascisme, qui canalise le mécontentement vers des solutions autoritaires et réactionnaires.

La Seconde Guerre mondiale a fait environ quatre-vingts millions de morts et de disparus. Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la survie même de notre espèce est menacée. La révolution n'est ni une utopie, ni un rêve illusoire, ni un idéal impossible : c'est une nécessité matérielle urgente.

L'humanité est donc confrontée à un dilemme historique : non pas entre démocratie et fascisme, mais entre guerre et révolution. La seule véritable alternative est celle entre révolution et barbarie. Il suffit d'allumer la télévision ou la radio pour comprendre que la barbarie est déjà là : à Gaza, en Cisjordanie, au Liban, en Iran, en Ukraine, à Minneapolis...

Contre la guerre entre États, par la lutte des classes !

Agustín Guillamón

## Le fascisme n'est pas une entité abstraite

**L**e fascisme n'est pas une entité abstraite, éthérée, digne d'un manuel scolaire. Il a toujours eu des noms, des uniformes, des églises complices, des juges dociles, des phalangistes-nazis-collabos... déguisés en policiers et des hommes d'affaires facilement identifiables, à la fois bénéficiaires et victimes. Le fascisme n'est ni une opinion gênante ni un vestige du passé : c'est un régime criminel, une pratique systématique de terreur, d'extermination et de pillage, dont les traces demeurent visibles partout où la justice n'a pas été rendue.

Le fascisme espagnol, par exemple, n'était pas une réaction, mais un acte d'agression. La guerre civile de 1936 n'était pas une guerre fratricide, mais une lutte des classes déclenchée par un soulèvement militaire contre un régime démocratique. Dès le premier jour, la logique de l'extermination prévalut : exécutions de masse, fosses communes, prisons, camps de concentration, exil, spoliation des biens, de la dignité, et même des enfants. Il n'y avait aucune possibilité de symétrie. D'un côté, des vainqueurs armés, assouvissant leur soif de vengeance jusqu'à l'épuisement ; de l'autre, des vaincus sans défense et humiliés, condamnés à devenir des victimes, n'ayant d'autre destin que la souffrance.

Pendant quarante ans, le régime franquiste a interdit jusqu'au droit le plus fondamental : celui d'inhumer ses morts. Comme dans la tragédie de Sophocle, l'État s'est arrogé le pouvoir de décider qui méritait une sépulture et qui devait pourrir en guise d'avertissement. Cette

interdiction n'était pas seulement matérielle, mais aussi morale et politique. Une partie du pays a été privée de deuil, de mémoire et de parole. C'est là le véritable syndrome d'Antigone : la condamnation à vivre sans vérité ni justice.

La soi-disant Transition n'a pas rompu avec ce crime fondateur. Elle l'a perpétué. Elle a consacré l'impunité des auteurs et la peur silencieuse des victimes. Les criminels ont bénéficié d'une amnistie, et les familles des personnes assassinées ont été invitées à la patience. Les archives sont restées fermées, les juges ont clos le dossier, et les responsables sont morts dans leur lit, couverts d'honneurs, de médailles et de funérailles nationales. Pendant ce temps, les proches des personnes abattues ou disparues vieillissaient sans savoir où reposaient les dépouilles de leurs êtres chers.

De cette capitulation naît la farce de l'équidistance : la soi-disant « Troisième Espagne ». Une fiction commode qui tente d'assimiler victimes et bourreaux, fascistes et anti-fascistes, ceux qui ont donné l'ordre de tuer et ceux qui gisent encore dans les fossés, les puits et les canaux d'irrigation. Ce n'est pas de la neutralité : c'est du blanchiment. Ce n'est pas de la réconciliation : c'est la perpétuation du crime par d'autres moyens, son institutionnalisation.

On ne peut amalgamer ceux qui ont défendu un gouvernement légitime et ceux qui l'ont détruit par le feu et l'épée. On ne peut parler d'« excès des deux côtés » quand

un seul camp a bâti un État sur la terreur pendant des décennies, tandis que l'autre survivait en exil ou subissait la dictature brutale du tyran. On ne peut condamner la violence de manière abstraite pour éviter de désigner nommément le fascisme et ses auteurs. Ce n'est pas de la rigueur historique ; c'est de la lâcheté politique.

Le fascisme n'a pas disparu avec la mort du dictateur. Franco s'est approprié la rue à Vitoria, et aujourd'hui encore, il survit au sein du pouvoir, dans l'impunité judiciaire, dans la corruption endémique, dans les monuments à sa gloire, dans les discours qui criminalisent les vaincus et absous les vainqueurs. Il survit à chaque refus d'exhumation, à chaque minimisation d'un crime, à chaque appel à l'oubli. Il survit dans la croix de la Vallée des Morts, car cette croix est une croix gammée.

Nous ne voulons ni monuments vides ni hommages officiels sans conséquences. Nous voulons toute la vérité : que tous les dossiers soient ouverts, toutes les tombes exhumées, tous les noms mis sur la table. Nous voulons savoir qui a tué, qui a donné l'ordre, qui a trahi, qui en a profité. Nous voulons justice, même si elle tarde, car sans justice, il n'y a pas la moindre apparence de démocratie, seulement la perpétuation d'un passé criminel.

Le fascisme ne se débat pas : il se combat. Il se combat par la mémoire, la vérité, la justice et une condamnation sans équivoque. Il n'y a pas de juste milieu entre bourreaux et victimes. Il n'y a pas de troisième voie entre la barbarie et la dignité. Tant qu'une seule personne restera portée disparue, dans un fossé, un puits, un canal ou une fosse commune, et qu'un seul criminel restera impuni, le combat continue.

Car le silence n'est pas synonyme de neutralité. Se taire, c'est prendre parti pour le fascisme.

Le fait qu'un criminel de guerre avoué et victorieux, un meurtrier de masse, ait occupé la fonction de chef d'État pendant quarante ans ne s'efface pas facilement, et ses conséquences sont innombrables et persistantes, même cinquante ans après sa mort dans son lit.

Et ceux qui éprouvent de la nostalgie pour le tyran se comptent par milliers, notamment parmi les jeunes gens un peu naïfs et trop ignorants qui n'ont ni vécu sous le régime de Franco ni subi ses conséquences.

Pourtant, le Bourbon continuera de se proclamer promoteur et protecteur d'une réconciliation et d'une transition illusoire. Comme si la réconciliation et la transition n'étaient rien d'autre que l'impunité définitive et absolue des bourreaux fascistes pour tous leurs crimes, de 1936 à 1976.

Franco a tout bien ficelé et sécurisé.

Agustín Guillamón



## Pour un anarchisme renouvelé?

Certaines personnes, se réclamant d'une perspective prétendument libertaire (la vraie, je précise, celle qui place la solidarité au-dessus de toute autre valeur sociale), déplorent l'évolution de la société. Elles s'étonnent de constater que, dans certaines librairies spécialisées en anarchisme, tandis que les œuvres des grands penseurs anarchistes du passé sont reléguées au second plan, on trouve une grande variété de livres qui se rangent sans vergogne sous l'étiquette de ce qu'elles appellent le « wokisme ». Je croyais que ces étiquettes, utilisées à tort et à travers, étaient l'apanage des éléments les plus réactionnaires, mais il semble que le phénomène se répande malheureusement. Rappelons-nous que « woke » signifie à l'origine « être éveillé » en anglais, et qu'apparemment – et c'est important pour tous ceux qui aspirent à la lutte des classes – ce terme a été forgé par des travailleurs américains pour dénoncer les abus du travail et les dérives politiques. Certes, des années plus tard, il a été récupéré par des mouvements sociaux aux motivations

aussi louables que la lutte contre le racisme, la promotion des droits des femmes et la reconnaissance des droits des personnes de toutes orientations sexuelles. Il est évident qu'il faut toujours rester ouvert à la critique, et il peut être très sain de souligner les excès qui peuvent exister dans les luttes identitaires actuelles ; cependant, c'est une chose, et déplorer une époque avec laquelle nous pouvons établir tous les liens que nous voulons, mais qui n'existe tout simplement plus, en est une autre.

Et, bien entendu, il s'agit là d'un débat à part entière qu'il convient d'aborder, et qui est étroitement lié à la tension entre la modernité, où l'émancipation de l'humanité était attendue grâce à la raison critique et au progrès (aujourd'hui, cette perspective nous laisse perplexes), et cette ère prétendument postmoderne. Une postmodernité où il ne semble plus y avoir de place pour les grands récits, ni pour la conquête du Palais d'Hiver, et où tout s'accélère à un rythme effréné et où la technologie semble

nous avoir transformés, et ce, à bien des égards, pas en bien. Mais nous parlons d'anarchisme, mes amis, c'est-à-dire de mouvement continu dans l'histoire, de la quête permanente de libération dans toutes les sphères humaines, y compris, bien sûr, la sphère personnelle. C'est pourquoi il est nécessaire d'être conscient de l'époque dans laquelle nous vivons sans pour autant regretter le passé. En réalité, ces lamentations de certains concernant ce qu'ils considèrent comme les excès actuels ne sont rien d'autre qu'une mise à jour de la diatribe de Murray Bookchin lorsqu'il cherchait à opposer l'anarchisme social à l'anarchisme personnel (ou, selon d'autres traductions, à l'anarchisme comme mode de vie). Ainsi, il y a plus de trente ans, Bookchin exprimait son étonnement face à certaines tendances émergentes au sein du monde anarchiste qui privilégiaient l'autonomie individuelle. Mais peut-on concevoir un anarchiste qui ne soit pas éminemment individualiste sans toujours conserver un engagement social farouche ? L'aspiration à des mouvements de masse qui affrontent l'État et le Capital de manière totalisante est peut-être plus que discutable aujourd'hui, étant donné leur pouvoir d'annuler l'individu, même en brandissant un drapeau rouge et noir. Comme je l'ai dit, il s'agit d'un débat fondamental au sein du monde libertaire, mais sans pour autant nous enfermer dans un quelconque dogmatisme (un travers auquel cette espèce particulière que nous appelons sapiens est si sujette).

On lit et relit avec grand plaisir les œuvres de grands penseurs comme Proudhon, Bakounine ou Kropotkine, parmi tant d'autres, mais toujours avec un regard critique sur tout ce qui pourrait les rattacher à leur époque. Il ne s'agit pas simplement de les qualifier d'homophobes, ni même de sexistes sous certains aspects ; il s'agit simplement de comprendre qu'ils ont pu être en avance sur leur

temps dans leur pensée et leurs actions à bien des égards, mais évidemment pas sur tous. Si quelqu'un affirme, sans la moindre gêne, apprécier pratiquement tout ce qu'un certain auteur a légué intellectuellement et moralement, je suis désolé, mais je le trouve incroyablement dogmatique. Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve parfois des traits émancipateurs plus intéressants chez les écrivains anarchistes, et l'on ne peut s'empêcher de penser à cette phrase attribuée à Emma Goldman (bien qu'elle ne l'ait apparemment jamais prononcée exactement ainsi) : « Si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution. » Lorsque nous sommes confrontés à ces critiques du post-modernisme, qu'ils assimilent au wokisme ou à l'homosexualité d'une manière plus regrettable que réductrice, cela ne fait que révéler une profonde méconnaissance d'une époque où la lutte contre la domination se déploie dans de nombreux domaines, où un anarchisme renouvelé (ou quel que soit le nom qu'on lui donne dans ses multiples formes anti-autoritaires) doit tirer les leçons du passé et adopter des stratégies lucides pour combattre la discrimination, l'exploitation et l'oppression qui caractérisent déjà ce XXI<sup>e</sup> siècle turbulent et sanglant. Personne ne renonce à la raison, à l'esprit critique ni au savoir dans tous les domaines – armes essentielles de tout projet libertaire émancipateur. Nous cherchons simplement à élargir nos horizons, en nous affranchissant des illusions totalisantes du passé. En réponse à l'un des textes qui ont inspiré ces lignes, soyez-en assurés : personne ne cherche à éradiquer l'anarchisme. C'est impensable tant qu'il subsistera un souffle de liberté dans l'esprit humain. Aujourd'hui, nous avons atteint une dimension plus profonde, voire lyrique.

Juan Caspar

## Les gens de pouvoir sont des mange-peuples

**F**ace à l'extrême-droite, il faudrait une unité ouvrière, un front commun...ce qui est a priori de bon sens mais nous ne voulons pas servir de masse de manœuvre à des fins électorales. De plus, nous nous méfions de ceux et celles qui ont au final les mêmes méthodes autoritaires que l'extrême-droite pour parvenir au pouvoir et surtout le garder. Et parfois le passé ressurgit sans que l'on y prenne garde. En avril 2026, Poutine a réhabilité Felix Dzerjinsky, celui qui a organisé le système répressif désigné sous le nom de Terreur rouge sous l'égide de Lénine. Sous sa direction, la Tchéka pratiquait la torture, arrêtait arbitrairement des gens et en exécutait bon nombre. C'était l'organisateur de la terreur bolchevique...Vladimir Poutine vient donc de donner le nom de Dzerjinsky à l'académie du FSB pour la contribution que ce dernier aurait apporté à la sécurité de l'Etat. « Felix de fer » n'en demandait pas tant à titre posthume. Passer sous silence sa responsabilité dans les déportations de masse, les exécutions

sommaires de masse, elles aussi, c'est assassiner une deuxième fois ceux et celles qui en furent victimes. Dans la continuité du blanchiment de cet assassin, c'est la réhabilitation de Staline qui est en jeu. Le petit père des peuples reprend des couleurs. Exit la famine en Ukraine, finie la deuxième Terreur rouge de 1937-1938 qui vit 800 000 russes exécutés pour des raisons futiles. Ce sont ses succès économiques qui sont montrés. On aimerait bien connaître plus précisément lesquels. Même le goulag est valorisé pour ses bénéfices moraux. Des dizaines de statues de Staline ont été récemment inaugurées. Réhabiliter la violence de l'Etat soviétique est de mauvais augures pour tous les travailleurs et travailleuses russes qui souhaitent un changement de régime.

Alors, on a beau accusé les anarchistes d'être un peu rancunier sur Kronstadt, Makhno...de remuer le couteau dans la plaie pour tous ceux qui affirmaient leur soutien

au pays du socialisme réel ou le bilan globalement positif de l'URSS, les anarchistes ne sont pas dupes et ils auraient tort de passer l'éponge et de se rendre amnésiques.

Alors, l'unité (ce n'est pas l'unicité), ponctuelle oui, mais en gardant toujours à l'esprit que nombre de militants d'obédience marxiste ont toujours une arrière-pensée de prise de pouvoir et d'utilisation de grouillots de service pour arriver à leurs fins. Grouillots dont on se débarrasse quand le job est terminé.

Les anarchistes ont analysé depuis longtemps les rapports de domination et tant que la mécanique du pouvoir persistera, la liberté sera étouffée. Les gens de pouvoir sont des mange-peuples. Pour arriver à leurs fins, tous les aspirants au pouvoir utilisent des techniques de manipulation, utilisent la tromperie, la rouerie et la crédulité des gens. Et en parallèle, la répression à l'encontre de ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. Sans compter la servitude volontaire des gens dont la chaîne perdure dans le fait que chacun veut dominer une autre personne pour ne pas être au dernier échelon sans avoir personne à dominer...cette servitude volontaire dont parlait La Boétie.

Les anarchistes ont aussi vu que le politique précède l'Etat tout comme il précède l'économique. C'est le politique qui définit le type de société où le rapport de pouvoir fonde le rapport d'exploitation. C'est ce qui nous différencie des marxistes qui ne voient que par l'économique et la lutte des classes. Pourtant la lutte politique (au niveau historique) entre détenteurs de la force et assujettis devance la lutte des classes.

Aujourd'hui, nos contemporains ont un nouveau défi à relever: choisir entre esthétique et éthique.

Dans le mouvement libertaire de plus en plus de mili-

tants semblent davantage séduits par une esthétique que par une véritable éthique anarchiste.

Certains militants parlent de l'importance de mettre fin à l'oppression des personnes « hors normes de poids » et dénoncent la grossophobie comme un élément fondamental de l'oppression contemporaine, ou ils se considèrent comme les fervents défenseurs du mouvement LGBTQ+ comme l'essence même de l'existence...

Comme si la condition physique ou les préférences sexuelles d'une personne dépassaient toute autre considération. Nous ne sommes pas les gardiens du temple anarchiste mais on constate avec inquiétude combien de personnes sympathisantes des idées libertaires ignorent tout de Bakounine, de Malatesta ou de Kropotkine, ou qui rejettent Proudhon comme une figure hétéropatriarcale oppressive sans connaître tous ses écrits.

Notre époque de slogans vides, dépourvus d'analyse et de réflexion, nous dérange profondément. Alors même que de nombreux jeunes aspirent à la révolution, ce qui est une bonne chose, on constate au final un manque d'idées claires, ce qui est moins bien.

D'une certaine manière, nous vivons une sorte de révolution culturelle maoïste, teintée d'hystérie et d'irrationalité, prête à rompre avec le passé. Et c'est précisément ce que les adversaires du socialisme émancipateur espèrent : sans racines, toute dissidence est fragile et instable.

Les libertaires d'il y a un siècle étaient capables d'élaborer un discours solide, de formuler des idées fortes à partir de débats de fond. Nous pensons alors que nous avons une responsabilité envers le passé, et c'est la meilleure façon d'exercer notre responsabilité envers l'avenir.

Ty Wi (Groupe libertaire Jules Durand)

## La vie de Murray Bookchin par Janet Biehl

**M**urray Bookchin est entré dans l'histoire comme celui qui a redéfini l'anarchisme face à la crise écologique qui, à notre époque, aggrave de façon exponentielle la crise sociale du capitalisme. Qualifié par David Harvey de « l'un des plus importants penseurs anticapitalistes du XXe siècle », il a su développer sa théorie tout en participant aux luttes d'émancipation de son temps, faisant preuve d'une remarquable cohérence entre pensée et action.

Janet Biehl, compagne de Bookchin depuis la fin des années 1980 et son alter ego dans les derniers moments de sa vie, explique dans la préface d'Écologie ou Catastrophe l'engagement qu'elle a pris envers lui d'écrire sa biographie. Après sa mort en 2006, elle a continué à ras-

sembler des informations, et ses efforts ont abouti à un ouvrage publié en 2015 par Oxford University Press et en espagnol par Virus deux ans plus tard (traduit par Paula Martín Ponz).

Cet ouvrage exhaustif offre une lecture passionnante et stimulante, démontrant comment la tradition unique de l'anarchisme, avec ses méthodes d'autogestion et d'action directe, continue de fournir des outils irremplaçables dans un siècle marqué par l'épuisement, à l'échelle humaine et planétaire, du mode de vie façonné par le marché capitaliste. Un autre atout de ce livre réside dans son approche rigoureuse et empathique d'un penseur qui a su conjuguer les traditions émancipatrices les plus précieuses et n'a jamais renoncé à ses efforts pour expliquer

et améliorer le monde qui l'entourait.

### **Débuts bolcheviques et syndicalistes**

Descendant de Juifs russes ayant émigré aux États-Unis au début du XXe siècle, Murray Bookchin naquit à New York le 14 janvier 1921. Dès son enfance, il fut sensibilisé à la conscience critique par sa grand-mère maternelle, Zeitel Kalusky, dont il était très proche. Cette femme avait lutté contre l'autocratie dans son pays. À la mort de celle-ci en 1929, il rejoignit rapidement la jeunesse communiste. Dans un contexte familial difficile, marqué par l'absence de son père et l'intransigeance de sa mère, la jeunesse communiste devint à la fois son foyer et son école. Ce furent des années de pénurie, et son premier emploi fut celui de vendeur du journal « Dayly Worker ».

En 1934, Murray, encore adolescent, était déjà un orateur et propagandiste reconnu, défendant l'orthodoxie stalinienne dans son Bronx natal. Cependant, lorsque le slogan appelant les socialistes, voire les sociaux-démocrates, à s'unir en larges « fronts populaires » fut présenté, il sentit la révolution tant espérée s'éloigner et entra en contact avec les trotskistes. En 1936, après le coup d'État de Franco, il s'engagea comme volontaire dans la Brigade Lincoln, mais, à quinze ans, il ne fut pas accepté. Afin de coopérer avec l'Espagne, il retourna alors chez les communistes, mais leurs relations étaient difficiles, en raison des procès de Moscou et de la stratégie de collaboration avec la bourgeoisie au sein des « fronts démocratiques » imposée en 1937. La même année, les événements de mai à Barcelone l'incitèrent à enquêter, et il découvrit la révolution sociale que les anarchistes avaient déclenchée en Espagne. Ce fut pour lui une révélation.

Les communistes expulsèrent Murray en 1939 lorsqu'il protesta contre le pacte germano-soviétique. Il rejoignit alors les trotskistes du Parti socialiste ouvrier. À cette époque, il abandonna ses études pour un travail pénible dans une fonderie où il fut rapidement nommé délégué syndical. En 1944, il travailla dans une usine automobile, où il poursuivit son engagement syndical. Après la guerre, les conditions de travail s'améliorèrent et Bookchin constata que le prolétariat était facilement accepté par la classe possédante, qui lui offrait des miettes économiques. Déçu, il quitta son emploi dans l'industrie en 1947.

### **Repenser la révolution**

En 1948, Murray Bookchin, rebelle apolitique, était désabusé par le dogmatisme bolchevique et les espoirs vains de la lutte syndicale. La guerre s'était achevée sans la révolution universelle prophétisée par son admirateur Trotsky, et il lui fallait tout repenser. C'est alors qu'il rejoignit un nouveau projet, la démocratie socialiste radicale, centré autour d'un dissident trotskiste réfugié aux États-

Unis après avoir fui l'Allemagne nazie, Josef Weber, et de la revue qu'il venait de fonder : Contemporary Issues . En 1950, Murray Bookchin y publia son premier article : « Le capitalisme d'État en Russie ». À cette époque, il commença également à rechercher une dimension éthique au socialisme, s'inspirant de certaines idées de l'École de Francfort, tout en travaillant comme comptable et en terminant ses études. Il suivit aussi des cours d'ingénierie électronique, ce qui l'amena à réfléchir au pouvoir libérateur d'un usage approprié des machines.

En 1952, Bookchin publia « Le Problème des produits chimiques dans l'alimentation », après des recherches approfondies qui l'avaient plongé au cœur des problématiques liées à la dérive technologique du capitalisme. En 1954, il publia « Halte aux bombes », une critique des essais de bombes à hydrogène américains. Ces deux ouvrages allaient marquer l'orientation ultérieure de sa pensée.

### **Écologie et anarchisme**

La lecture des écrits de Marx et de son opposition entre la campagne et la ville, ainsi que celle de Mumford et de sa vision de la déshumanisation des villes sous le capitalisme, ont permis à Bookchin d'élaborer un projet de petites enclaves intégrées au milieu rural. À cette fin, dans « Les Limites de la ville » (1960), il propose de diviser la métropole en unités plus petites, en harmonie avec son environnement. Une telle société pourrait être gouvernée sans difficulté majeure dans une véritable démocratie d'assemblée, à l'instar de la Grèce antique, mais avec le droit de vote pour tous.

Notre protagoniste développe avec brio ses propres idées, ce qui engendre de douloureuses frictions avec son mentor, Josef Weber, qui ne s'apaisait qu'à la mort de ce dernier en 1959. En quête de références pour sa pensée, Murray commence à réaliser que la décentralisation et l'équilibre écologique qu'il prône sont très proches de l'idéologie de ce mouvement qui a pris de l'ampleur au XIXe siècle et s'est renforcé en Ukraine et en Espagne au XXe siècle, malgré des défaites retentissantes. Beaucoup le croyaient mort, mais peut-être attendait-il simplement d'être adapté à l'époque nouvelle. C'est durant cette période que Bookchin commence à se définir comme anarchiste.

Parmi les ouvrages de ces années figurent « Notre environnement synthétique » (1962), qui propose une critique radicale du mode de vie toxique engendré par le capitalisme, et « Écologie et pensée révolutionnaire » (1964), où il soutient que seul l'anarchisme offre une réelle possibilité de transformer la société afin qu'elle puisse faire face à la crise écologique actuelle. Le dilemme se résume alors à : anarchisme ou extinction.

Toujours en 1964, Murray s'engage dans le mouvement

des droits civiques et participe aux premières manifestations contre la guerre du Vietnam. Ces questions occuperont une place prépondérante dans son esprit les années suivantes ; il devient une figure reconnue des médias alternatifs et est régulièrement invité à des débats et des conférences. En 1965, il fonde la Fédération des anarchistes de New York, qui prône un monde auto-organisé et ouvert à une technologie libératrice.

### **Les fièvres des années soixante**

À la fin des années soixante, Murray Bookchin ne partageait pas les aspirations psychédéliques et pansexuelles qui se répandaient parmi nombre de ses amis et collaborateurs, mais il percevait un immense potentiel dans la conscience transformatrice, pacifiste et égalitaire qui déferlait sur les campus et les villes, ainsi que dans la révolution éthique et anti-consumériste de la contre-culture. Par ailleurs, il considérait les manifestations violentes qui se propageaient fréquemment à travers le pays comme erronées et contre-productives. En juin 1968, il se rendit à Paris. Après avoir rencontré les leaders du mouvement étudiant, il conclut qu'une rébellion spontanée contre la vie oppressive du capitalisme avait été étouffée par des partis révolutionnaires séduisants, méfiants envers ce qu'ils ne contrôlaient pas. Il consacra le reste de l'année à son ouvrage *\*Les Anarchistes espagnols\**, dans lequel il s'efforce de démontrer que l'anarchisme n'est pas incompatible avec une organisation puissante et la capacité à relever des défis d'envergure. L'ouvrage ne paraîtra cependant qu'en 1978.

### **Œuvres matures**

Dans les années 1970, Murray Bookchin s'est imposé comme le précurseur du mouvement écologiste né face à l'effondrement environnemental de plus en plus manifeste. Pourtant, il n'a jamais cessé de souligner la nécessité de s'attaquer à la racine du problème : le capitalisme débridé qui nous gouverne. À cette époque, deux mille communes rurales proliféraient aux États-Unis, constituant un volet supplémentaire du mouvement coopératif en pleine expansion, tandis que les organisations de quartier prouvaient leur capacité à enrayer les désordres de l'urbanisme. Son ouvrage de 1971, *\*L'Anarchisme dans la société de consommation\**, démontre que, au-delà des théories, des slogans et du jargon des groupes ultra-révolutionnaires, l'idéal libertaire regorge de propositions concrètes pour construire des alternatives au capitalisme.

Un objectif réaliste serait de créer des assemblées populaires et des comités d'action locaux pour résoudre des problèmes concrets. Il serait également nécessaire, afin d'élargir le champ des luttes, d'apprendre à communiquer avec les citoyens, à les informer et à les sensibiliser. Dans cette optique, Bookchin continue de plaider pour une

participation aux élections municipales avec des projets bien définis, malgré les critiques du camp libertaire. La préoccupation face à la dégradation de l'environnement suscite des débats et inspire économistes, scientifiques et même auteurs de science-fiction. Même Herbert Marcuse, auparavant réticent, reconnaît l'importance de l'écologie dans *Contre-révolution et Révolte* (1972).

À l'automne 1974, Bookchin fut engagé comme professeur au Ramapo College (New Jersey) pour enseigner les études urbaines et environnementales, activité qu'il conciliait avec des cours d'été à l'Institut d'écologie sociale, qu'il avait contribué à fonder la même année dans le Vermont. Parallèlement, le mouvement communautaire prenait de l'ampleur dans de nombreuses grandes villes, et la décentralisation annoncée dans *\*Les Limites de la ville\** était déjà une revendication largement partagée par la société ; l'ouvrage fut réédité dans une version plus complète en 1974.

À partir de 1977, Bookchin s'engage dans l'opposition aux projets de centrales nucléaires dans le Vermont, s'efforçant d'appliquer la dynamique des groupes d'affinité qu'il avait apprise des anarchistes espagnols. Force est de constater, cependant, que la méthode transformatrice qu'il promeut atteint aujourd'hui ses limites, et que, de ce fait, les propositions écologiques radicales sont déformées et réduites à un simple « écologisme » dans les mairies, tandis que des régressions apparaissent au sein des mouvements de quartier en raison de dissensions internes, de chantage et de mainmise sur le capital.

### **Sous le signe des temps**

Ce que nous avons vécu dans les années 1980 fut une offensive réactionnaire de grande ampleur qui imposa l'idéologie néolibérale, occultant ainsi toute possibilité révolutionnaire. Murray Bookchin croyait alors que le capitalisme avait le potentiel de détruire l'humanité, tel une tumeur maligne rongant l'organisme qui l'abrite. Il refusa cependant de se laisser réduire au silence et, impuissant, il appela à un autre monde, peut-être impossible, mais nécessaire. Il se résigna à être la voix, simplement la voix, d'une pensée alternative. En 1983, il prit une retraite anticipée et quitta l'enseignement universitaire.

Et pourtant, malgré tout, en ces années sombres, des opportunités se sont présentées. Par exemple, grâce au dynamisme du mouvement de quartier qui se développe à Burlington (Vermont), où Murray s'est installé et où le jeune Bernie Sanders vient d'être élu maire avec des propositions novatrices. Cependant, là aussi, des désaccords ne tardent pas à surgir lorsque le conseil municipal s'entête à adopter des plans traditionnels. La démocratie directe au niveau municipal n'est pas chose aisée, mais elle est envisageable, comme le soutient Bookchin dans

\* L'Apogée de la civilisation et le déclin de la citoyenneté\*, 1986, ouvrage qui retrace la lutte des villes pour leur indépendance depuis l'Antiquité et le Moyen Âge.

Une autre opportunité se présenta avec Die Grünen, héritiers de l'agitation antinucléaire et pacifiste des années 1970 en Allemagne. Adoptant une perspective écologiste, ils se constituèrent en mouvement politique et obtinrent vingt-sept sièges au Bundestag en 1983. Là aussi, cependant, les efforts de recrutement furent lents et, deux ans plus tard seulement, le « mouvement transformatif » gouvernait en coalition avec le SPD. Durant son séjour en Europe à cette époque, Bookchin ne parvint pas à convaincre les anarchistes avec lesquels il s'entretenait de l'opportunité de s'engager auprès des institutions. Malheureusement, lui dirent-ils, l'expérience montrait que les mouvements d'assemblées révolutionnaires qui pénètrent le champ politique finissent par se désintégrer assez facilement.

De retour aux États-Unis, Murray tente de promouvoir l'écologisme anticapitaliste dans le Vermont, mais la dure réalité de la fin des années 1980 est le triomphe de ce qu'on appelle « l'écologie profonde », impitoyablement antihumaniste et teintée de xénophobie et d'extrême droite. Bookchin traverse les années 1990 dans le désespoir, tandis que « l'écologie sociale » dégénère en de multiples visions, dénuées de l'effervescence démocratique et anticapitaliste qui la caractérisait. Parallèlement, au sein de l'anarchisme, l'individualisme, le primitivisme et le postmodernisme dominant. Il décide alors de contre-attaquer avec son ouvrage \* L'Anarchisme social ou l'Anarchisme personnel : un abîme insurmontable\* (1995), qui propose une option rationaliste ouverte à la technologie au service de l'humanité. Indigné par cet état de fait, il se réfugie dans l'ouvrage de fond qu'il avait entrepris sur les grands processus révolutionnaires, \* La Troisième Révolution\*, paru entre 1996 et 2003 en quatre volumes.

Après s'être efforcé de convaincre les libertaires de ses idées, Bookchin renonça en 2002 et cessa de se considérer comme anarchiste ; il se définissait désormais comme communautariste. Ce fut une période difficile : son arthrite s'aggrava progressivement et, en 2005, des complications cardiaques apparurent. Lorsque le leader kurde Abdullah Öcalan le contacta en 2004 pour lui demander conseil sur la mise en œuvre de ses idées sociales, il était déjà trop malade et épuisé pour l'aider. Murray Bookchin mourut à Burlington le 30 juillet 2006. Peu après, au Rojava (Kurdistan syrien), le confédéralisme démocratique qu'il prônait constitue le fondement de la société nouvelle qui s'y construit aujourd'hui.

### **Le parcours d'un combattant**

La contribution majeure de Murray Bookchin au débat idéologique du XXe siècle réside dans sa capacité à

concilier écologie et anarchisme, ayant découvert que ce dernier offrait les outils nécessaires pour affronter l'effondrement environnemental dans lequel nous sommes plongés. Cependant, toute tentative de rapprochement des idées comporte des risques, et le prophète de l'anarcho-écologie fut rejeté par les écologistes qui le jugeaient trop à gauche, ainsi que par les anarchistes qui ne comprenaient pas son recours aux institutions municipales pour défendre ses idées. Bookchin fut attaqué de toutes parts, mais il faut reconnaître qu'il a développé des idées novatrices et stimulantes, et le remercier pour son absence de dogmatisme et pour l'immense capacité de sa pensée à nous amener à remettre en question nos certitudes.

L'idée de s'appuyer sur une base d'assemblées et de transformer cette base en politique municipale mérite d'être examinée, ne serait-ce que pour les résultats déjà obtenus grâce à cette dynamique, de Marinaleda au Rojava. À un moment donné, l'ouvrage cite un texte de Mikhaïl Bakounine qui souligne les spécificités des municipalités, lesquelles en font un terreau fertile pour la lutte émancipatrice. Cependant, les limites de cette stratégie sont manifestes à notre époque, où la sphère locale est inextricablement liée à l'État et au pouvoir des grands acteurs économiques, comme l'illustrent les cas décrits dans \*Écologie ou Catastrophe\*.

Le livre nous éclaire également sur les contradictions de son protagoniste, un amateur de malbouffe qui se déplaçait partout en voiture, justifiant peut-être par ces gestes son passé prolétarien ou son choix d'apporter des réponses collectives aux problèmes. On dit aussi que les disputes dialectiques l'entraînaient parfois sur un ton amer et audacieux, ce qui s'avérait contre-productif car cela l'éloignait des autres. Mais le plus grand défaut de notre penseur était sans doute que, malgré la nécessité, constamment présente dans ses écrits, d'une éthique susceptible de soutenir la dynamique révolutionnaire, son rejet viscéral de tout ce qui était marqué par la religion l'empêchait de créer une méthode efficace d'hygiène psychologique pour les créatures du capitalisme.

Janet Biehl nous émeut par son portrait sensible d'un garçon grandissant dans le quartier le plus yiddish de New York, surmontant tous les obstacles pour devenir un intellectuel révolutionnaire qui trace sa propre voie. Malheureusement, les propositions qu'il a pu formuler plus tard ont trouvé peu d'écho dans le contexte sombre de son époque, bien qu'elles constituent des outils précieux pour l'avenir.

« Écologie ou Catastrophe » nous offre un voyage stimulant à travers la pensée sociale du XXe siècle et une approche captivante de l'un des théoriciens et militants qui ont le plus contribué à dynamiser les luttes anticapitalistes de cette époque.

## Aucune forme de « souveraineté » ne peut être porteuse de libération

Dans les débats et les écrits récents sur l'Iran, une fracture se dessine, révélant clairement les lignes de fracture politiques et idéologiques au sein de ce qu'on appelle la « gauche ». Cette fracture se manifeste précisément au moment où une partie de la gauche (les marxistes), en démasquant ce qu'ils appellent la « gauche de l'axe de résistance », tente de montrer comment un discours purement anti-impérialiste peut glisser pour s'aligner sur des formes de domination locales et régionales.

Mais cette même critique, à un autre niveau, tombe dans le piège d'un concept similaire : la référence récurrente à la « souveraineté nationale » et la réinterprétation de l'idée de Lénine du « droit des nations à l'autodétermination ».

À première vue, cette situation semble contradictoire. Comment un mouvement qui se définit dans la tradition marxiste et l'horizon de « l'union mondiale des travailleurs » peut-il, à un moment critique, recourir à des concepts qui non seulement ne garantissent pas une place à la classe ouvrière, mais reposent fondamentalement sur une conception aclassique et, en fin de compte, étatique ?

Mais nous devons examiner le problème plus en profondeur. Ce qui se passe ici n'est pas simplement un lapsus conceptuel, mais le signe d'un changement stratégique : le passage d'une politique fondée sur l'auto-organisation de la classe ouvrière à une politique qui présente la « nation » comme unité d'analyse et la « souveraineté » comme horizon d'action.

Dans ce changement, le terme « nation » remplace implicitement celui de « classe », et celui de « souveraineté » remplace celui d'« union et de libération ». Il ne s'agit pas de traductions de concepts antérieurs, mais plutôt de leur réécriture dans un autre langage – un langage inévitablement lié à la logique de l'État et à la reproduction du pouvoir.

La référence à Lénine ici, plutôt qu'un retour à un principe, relève d'une réinterprétation d'une tactique historique dans un contexte totalement différent. Même à l'époque de Lénine, le « droit à l'autodétermination » n'était pas une fin en soi, mais un instrument au cœur d'une stratégie précise. Or, aujourd'hui, cet instrument se transforme en principe, et c'est précisément là que se produit le recul par rapport à l'horizon de l'émancipation.

Du point de vue anarcho-communiste — dans la tradition que l'on retrouve dans les œuvres de Pierre Kropotkine ou de Michel Bakounine —, le problème commence

précisément ici : aucune forme de « souveraineté », pas même dans sa version nationale, ne peut être porteuse de libération, car l'idée même de souveraineté implique la concentration du pouvoir et la reproduction des hiérarchies.

Dans cette perspective, la contradiction principale ne réside pas entre « nations » ou « impérialismes », mais entre les différentes formes d'organisation du pouvoir vertical et les possibilités d'auto-organisation ascendante. Par conséquent, tout alignement, même temporaire et tactique, sur des projets axés sur la « défense de la souveraineté nationale » conduit inévitablement à la reproduction des rapports mêmes que la « libération » était censée abolir.

Dans le contexte actuel, cette logique aboutit à des conséquences politiques concrètes : des segments de la gauche, même ceux considérés comme critiques envers « l'axe de résistance », se trouvent, dans les moments critiques, au nom de la lutte contre la menace extérieure, contraints de s'allier de fait avec des États, des régimes et des centres de pouvoir impopulaires. Cet alignement, bien que tacite, restreint l'horizon de la critique radicale et ouvre la voie à la reproduction de l'ordre établi.

À l'inverse, la position anarcho-communiste met l'accent sur une rupture : le rejet de toute alliance entre les classes subalternes et les structures de pouvoir qui constituent la condition même de possibilité de cette subalternité. Cette position ne découle pas d'un « purisme » moral, mais d'une analyse matérielle du pouvoir.

Aucun projet d'émancipation ne peut progresser grâce à des outils et des concepts qui ont été essentiellement conçus pour servir la consolidation de la domination.

C'est pourquoi ce que l'on appelle aujourd'hui « l'isolement » ou la « marginalisation » des anarchistes est en réalité l'insistance sur un horizon qui n'est pas prêt à se dissoudre, au prix de commodités tactiques, dans le langage et la logique du pouvoir, même si cela implique de s'opposer aux différents courants de la gauche et d'endurer le rejet.





## Un pas de plus vers une meilleure humanité



**L**es anarchistes sont sans ambiguïté possible contre la vision trumpienne du monde, contre la vision poustinienne du monde, contre les visions religieuses du monde, contre l'ordre capitaliste globalement. Amnesty international dans son rapport annuel de 2025 dénonce l'ordre mondial des carnassiers, des prédateurs ; en clair cet ordre des assassins qui ont pignon sur rue et qui gouvernent au nom de leurs peuples. Du génocide à Gaza, des crimes contre l'humanité en Ukraine, au Liban, en Cisjordanie, en Birmanie, au Soudan, dans de nombreux pays africains (Congo...). De la répression du peuple iranien, des femmes afghanes... Nous sommes soumis au numérique et au pétrole, à l'hégémonie du tout commercial, de la technologie, notamment guerrière.

Et il est insensé de voir des descendants de la Shoah se comporter tels des assassins sadiques en Palestine et au sud Liban. Il est insensé de constater qu'un crétin comme Trump, menteur et manipulateur invétéré, puisse avoir le pouvoir d'utiliser l'arme nucléaire. Il est insensé de constater que les nettoyages ethniques continuent de par le monde (Cisjordanie, Soudan, Ethiopie...) alors que des tribunaux internationaux ont condamné les précédents (Rwanda, Ex-Yougoslavie...). Il est sidérant d'apercevoir l'extrême-droite reprendre pied en Amérique latine.

En Europe et notamment en France, nous pensions avoir éliminé les discriminations raciales et pourtant le racisme revient de manière décomplexée. Avec des milliardaires qui ont décidé de subventionner « leur bataille culturelle » et la haine envers l'étranger.

La guerre est à nos portes et nos services publics périclitent. L'argent public est mis dans la recherche militaire pour les drones, l'I.A., les robots tueurs etc. Parallèlement la santé en général et l'hôpital en particulier sont à l'os. Dans quel monde vivons-nous ?

Les libertaires sont malheureusement bien placés pour savoir que la raison ne suffit pas pour vaincre l'absurdité. Il nous faut créer de l'émotion, toucher le cœur des gens, permettre à notre sensibilité cristallisée de toucher le plus possible d'individus. Car il n'y a rien au-dessus de l'individu. Bien sûr, quelques exemples viennent nous donner du baume au cœur. Quand les dockers du Havre, de Gênes, de Barcelone, de Suède etc. refusent de charger ou décharger les armes à destination d'Israël dont le gouvernement tue et affame la population civile palestinienne et détruit ses hôpitaux. Et ce n'est pas antisémite de le dénoncer tout comme ce n'est pas donner un blanc-seing aux islamofascistes du Hamas.

Quand nos compagnons américains manifestent contre ICE, la police de l'immigration qui traque les sans-papiers dont des enfants en bas-âge. Quelle honte !

Quand les travailleurs se rebellent contre les plans de licenciements. Bref quand des corporations entières, des populations entières se rebiffent, se révoltent et au final résistent contre ce monde pourri qui nous opprime, c'est un pas de plus vers une meilleure humanité, un pas de moins vers la barbarie.

Patoche (GLJD)

## Qu'est-ce que l'histoire ? Le cas Jules Durand

**L**'histoire n'est ni un récit neutre ni un recueil de dates figées : c'est un champ de bataille. De ce fait, elle est minée par les intérêts, les silences et les distorsions. Qui-conque cherche à l'aborder avec honnêteté ne peut le faire depuis la distance confortable du chercheur qui classe les documents, mais plutôt avec la conscience critique que chaque archive est aussi une tranchée.

Ces dernières années, un processus de réécriture de l'histoire s'est intensifié, notamment en ce qui concerne les expériences révolutionnaires du XXe siècle. Ces expériences sont vidées de leur substance, réduites à de désuètes anecdotes, ou pire, intégrées au récit officiel comme de simples épisodes inévitables d'un progrès qui aboutit toujours à l'État et au marché. Ce processus n'est pas innocent : il répond à la nécessité de faire taire toute mémoire susceptible de remettre en cause l'ordre établi.

Prenons l'exemple de l'Affaire Durand. Non pas comme un concept abstrait, mais comme la pratique concrète de l'anarcho-syndicalisme, vécu dans la rue, dans les syndicats, dans la Bourse du Travail, sur le port, au sein de collectifs de sociabilité... Là où les travailleurs ont cessé d'obéir pour se mettre en grève, là où la propriété privée a été de facto dénoncée et remise en cause, et là où la vie quotidienne s'est réorganisée sur de nouveaux fondements : solidarité entre salariés, solidarité interprofessionnelle... De tout cela peut émerger quelque chose qui transcende les catégories habituelles de la politique institutionnelle. C'est précisément ce que l'historiographie dominante juge intolérable : la preuve qu'une société peut s'organiser sans hiérarchies imposées, que le syndicalisme entend devenir au-delà d'un groupement de résistance, le groupement de production et de répartition et la base de la réorganisation sociale (Charte d'Amiens). Pour les politiciens de tous bords, il vaut mieux parler d'une er-

reur judiciaire plutôt que d'une machination et défendre un Jules Durand pris dans les rets de la justice plutôt que de défendre un Durand partisan de la grève perlée, du sabotage, du boycottage... voire de la chasse aux renards (aux jaunes).

Pourtant, le souvenir du martyr ouvrier persiste, fragmentaire mais tenace. Il ressurgit dans des témoignages oubliés, dans des journaux, dans des romans, avec une stèle en sa mémoire... C'est un souvenir dérangeant, car il n'offre ni solutions faciles pour changer la société d'aujourd'hui ni héros immaculé. Il est empreint de contradictions, de défaites et d'erreurs. Mais c'est précisément pour cette raison qu'il est profondément humain.

Le problème n'est pas tant la complexité de l'histoire que sa simplification excessive, souvent excessive, la rendant méconnaissable. Face à cette tendance, la tâche du militant ou de l'historien critique n'est ni d'embellir ni de condamner, mais de comprendre. Comprendre implique de rétablir les conflits, de donner la parole aux vaincus et de résister à la tentation de clore le livre du passé par des interprétations définitives. Ou encore jouer aux faussaires en donnant des informations sachant qu'elles sont fausses ou en édulcorant le passé d'un militant anarcho-syndicaliste.

Au final, l'enjeu n'est pas seulement l'interprétation des événements, mais la possibilité même d'imaginer des alternatives. Accepter une histoire édulcorée, c'est accepter un présent sans aspérités et un avenir figé. À l'inverse, se réapproprier la dimension conflictuelle du passé, c'est ouvrir la voie à l'imagination – et peut-être à la construction – d'une alternative.

Car l'histoire, lorsqu'elle est arrachée aux mains du pouvoir, cesse d'être un musée et devient un outil. Et tout outil, entre de bonnes mains, peut servir à bien plus qu'à la simple contemplation : il peut servir à transformer.

Supprimer l'anarcho-syndicalisme de Durand parce qu'il ne correspond pas au modèle idéal de tel ou tel parti revient à substituer la théologie politique à l'histoire.

Certains textes écrits depuis une quinzaine d'années constituent un exemple paradigmatique de la manière dont une doctrine politique pétrifiée peut remplacer l'analyse historique concrète par la répétition rituelle de schémas idéologiques préalablement établis.

Il ne s'agit ni d'une recherche historique originale, ni d'une contribution documentaire pertinente, ni même d'une réinterprétation critique des œuvres classiques de la littérature ou des témoignages de militants, c'est une lecture catéchiste d'une nouvelle affaire Durand, entièrement subordonnée aux besoins d'auto-affirmation doctrinale d'un stalino-trotskyisme contemporain local.

La fonction du matérialisme historique n'est pas de déformer la réalité pour la contraindre à des catégories abstraites, mais plutôt de comprendre le mouvement contradictoire des classes sociales dans des situations historiques concrètes. Hormis les anarchistes, peu parlent du contenu du syndicalisme révolutionnaire de l'époque : ses méthodes d'action, son positionnement théorique...

Nier, minimiser ou faire l'impasse sur cela, c'est ignorer l'expérience historique réelle du prolétariat havrais d'avant 1914 et de l'entre-deux guerres.

Les commémorations actuelles passent presque totalement sous silence ce problème bien réel. Les politiciens parlent constamment du « prolétariat », mais étudient à peine les formes concrètes d'organisation prolétarienne en place en 1910.

L'histoire vivante disparaît sous le poids d'une certaine abstraction doctrinale.

Il existe aussi un autre problème fondamental : l'incapacité totale à distinguer l'anarchisme de militants chevronnés, « doctrinaires » et l'anarchisme révolutionnaire de simples militants attirés par l'humanisme libertaire.

Cette procédure n'est pas une analyse historique : c'est une simplification idéologique.

Jules Durand a été condamné à mort pour un crime dont il n'était nullement l'auteur et dont il n'était aucunement responsable. Victime du choc de l'annonce de sa condamnation à mort puis de mauvais traitements en prison, Jules Durand a perdu la raison. Ce martyr du syndicalisme havrais ne sera pas vaincu une deuxième fois en laissant supprimer son appartenance au courant anarcho-syndicaliste havrais.

Goulago (GLJD)



# Bolloré ou les Editions Noir et Rouge

**T**out le monde se plaint de la conquête des médias et l'édition par Bolloré, ce dernier ayant pour but de coloniser tout un secteur afin d'en faire un instrument de propagande. L'emprise de Bolloré sur l'édition vise la mise au pas de la liberté éditoriale mais cela correspond à la croisade culturelle qu'il a entreprise sur le plan idéologique. Les thèmes de l'extrême-droite sont ainsi portés par un milliardaire qui a les moyens financiers de ses ambitions. Les thèmes concernant le déclin français, l'insécurité, les migrants voire le grand remplacement... sont portés avec des moyens jusqu'à présent inégalés. Au-delà du capitalisme financier qui tend à davantage de concentration pour augmenter ses profits, c'est l'entreprise idéologique conservatrice et d'extrême-droite qui doit nous inquiéter. Les instituts de sondage nous martèlent déjà que Marine Le Pen et Jordan Bardella caracolent en tête des intentions de vote de la présidentielle de 2027. Si on ajoute l'ingérence russe dans les prochaines élections et la bollorisation de l'espace éditorial, on constate que les puissances de l'argent ( avec Stérin etc.) veulent faire la pluie et le beau temps dans l'espace politique.

Les anarchistes n'ont pas les moyens de contrebalancer le financement de la propagande réactionnaire sur laquelle se concentrent tous les efforts éditoriaux de l'extrême-droite mais ils ne sont pas démunis. Les Editions Noir et Rouge par exemple ont édité une quarantaine d'ouvrages de qualité et il ne tient qu'aux libertaires de soutenir ceux qui se battent pour un autre futur. Celui-ci passe aussi par l'édition et il nous faut donner la priorité aux éditeurs qui nous sont proches, à ceux qui oeuvrent pour un monde solidaire et égalitaire.

Les Editions Noir et Rouge ne peuvent rivaliser avec Bolloré mais elles peuvent gripper à leur mesure, comme un petit grain de sable, les rouages et l'emprise du mil-

liardaire sur l'édition. Les journaux comme Le Monde se donnent bonne conscience en dénonçant la mainmise de Bolloré sur l'édition mais portent une lourde responsabilité quand ils se refusent à parler des livres parus dans les Editions Noir et Rouge. Ils agissent de fait comme Bolloré et sont au final très proches de ses pratiques qui consistent à marginaliser ceux et celles qui n'entrent pas dans leurs cases.

Des éditions comme Libertalia, SCUP...sont à signaler et à soutenir. Les libraires pourraient aussi ne plus exposer les livres issus de la galaxie Bolloré-Stérin...Les auteurs pourraient de même se coordonner pour créer une alternative et monter une maison d'édition concurrente de Grasset, Hachette...Mais en attendant, nous souhaitons valoriser ce qui existe et produit de bons livres : Les Editions Noir et Rouge.

Patoche (GLJD)



## Dysfonctionnements dans le secteur de la santé

**C**oncernant le dysfonctionnement des ressources dans le secteur de la santé

Brisez la routine défaitiste et passez à l'offensive !

Tout ce qui touche à la structure de l'État-providence est pourri. C'est un problème structurel inhérent au système capitaliste. Pour un travailleur exerçant son activité professionnelle dans un établissement de soins public ou privé, toute tentative, même minime, d'améliorer la structure ou la qualité de vie des usagers ou des travailleurs eux-mêmes se heurte à un mur. Il suffit de prendre pour exemple les Ehpad mais nous pourrions aussi parler de la psychiatrie, le parent pauvre de la santé, et de cette hiérarchie pesante à l'hôpital...Au final, les seules

options pour les salariés sont d'ignorer le problème et de se contenter de travailler le nombre d'heures requis pour le salaire correspondant, avec pour seul engagement l'exécution de son travail, ou de démissionner et de changer de profession. Et il ne s'agit pas d'un engagement émotionnel, mais de questions fondamentales telles que le respect des droits des usagers et des travailleurs, tels qu'ils sont inscrits dans la loi.

Pour les anarchistes, « la dignité de la personne et les droits inhérents de l'individu », tels qu'énoncés dans la Constitution, ne sont pas de simples symboles à inscrire dans un document juridique, une simple convention. Nous voulons approfondir notre action politique avec la classe ouvrière et ne pas attendre une concession du

pouvoir politique pour rester englués dans une défaite constante. Nous ne croyons pas que la mise en œuvre de politiques fragmentaires, si chères à la social-démocratie, résoudra les problèmes de la classe ouvrière. Nous ne croyons pas non plus à l'utilisation de la rhétorique postmoderne pour blanchir tel ou tel dirigeant afin de maintenir les structures de pouvoir et d'autorité, piliers de l'inégalité sociale. C'est le marché capitaliste et l'État qui sont à l'origine de la corruption de l'« État-providence », permettant à une minorité de s'enrichir au détriment des besoins des usagers et des travailleurs. La véritable dignité de la classe ouvrière réside dans sa capacité politique propre, en dehors des institutions étatiques et des partis politiques, et dans la construction du socialisme libertaire par la fédération libre des producteurs et des consommateurs, fondée sur le travail associé et coopératif.

### **Précarité de l'emploi dans l'administration publique**

Les travailleurs font tourner le monde. Chaque service a besoin de main-d'œuvre pour accomplir ses tâches. Souvent, malgré les différences de statut juridique entre les travailleurs (vacataires, intérimaires, permanents, fonctionnaires..., la production se poursuit sans patrons, politiciens, etc. C'est là que réside le véritable potentiel de la classe ouvrière : être capable de produire sans gestionnaires, hiérarchies, politiciens, etc.

Pour les institutions étatiques et la logique néolibérale du marché capitaliste, il est nécessaire de diviser et d'isoler les travailleurs afin de les empêcher de se comprendre et de s'organiser. Ainsi, les politiques néolibérales impliquent globalement:

- Des emplois précaires par le biais de contrats à durée déterminée successifs.
- L'abus de contrats temporaires.
- L'introduction d'entreprises privées dans la gestion publique, ce que l'on appelle l'externalisation.

Peu de travailleurs, répartis dans différentes situations administratives, ou, en d'autres termes, une main-d'œuvre bon marché, flexible et remplaçable : voilà la recette du succès pour démanteler et privatiser les ressources publiques.

Le corporatisme est l'une des principales stratégies de gestion des groupes et sous-groupes de travailleurs. Qu'il s'agisse des équipes du matin de l'après-midi ou de nuit, du personnel de service ou des aides-soignants, etc., chacun se sent privilégié au sein de sa sphère d'influence imaginaire, se considérant différent et menacé par ses collègues. C'est une autre forme de division symbolique au sein d'une classe ouvrière déjà fragmentée par le mar-

ché.

Les dirigeants syndicaux dits représentatifs exacerbent cette division. Leur rôle consiste à la perpétuer, à individualiser les problèmes communs et à étouffer toute lutte collective.

Le rôle du management intermédiaire laisse également à désirer. Cela tient non seulement à sa passivité face aux politiques de fragmentation et de privatisation, mais aussi au fait qu'il endosse le rôle du « petit patron médiocre », niant, entravant ou bloquant les droits fondamentaux des travailleurs dans des domaines tels que les congés, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, la fourniture d'équipements de protection individuelle et la prévention des risques professionnels.

Les pouvoirs politiques et économiques estiment essentiel que les travailleurs soient en concurrence dans un environnement chaotique. C'est toujours la même vieille stratégie du « diviser pour mieux régner » qui nous rend plus passifs, plus facilement manipulables, etc.

### **L'externalisation des services publics, un enjeu idéologique**

Dans le cadre de la rhétorique dialectique du pouvoir politique, on nous laisse croire qu'un parti privatise plus qu'un autre, ou qu'un parti défend mieux les services publics que d'autres, que certains sont mauvais pour cela et d'autres moins. Rien n'est plus faux. Tous les partis au pouvoir mettent en œuvre des politiques de privatisation et de démantèlement des services publics, que ce soit au niveau de l'État, des communes... Tout au plus, certaines administrations sont plus agressives que d'autres en la matière, mais tous les partis politiques, quels qu'ils soient, appliquent ces politiques.

Les « partenariats public-privé » ne sont qu'un slogan utilisé par une faction politique pour justifier une pratique inscrite dans la loi depuis des décennies.

Les conséquences de la privatisation des services publics sont illustrées par la situation dans les hôpitaux publics. Non seulement les coûts pour les administrations publiques augmentent, mais la logique du marché s'installe, profitant aux plus riches au détriment des classes populaires. Parallèlement, les services d'urgence ferment, les médecins sont rares et les patients attendent souvent des mois pour consulter un spécialiste dans un hôpital public, alors que les délais sont plus courts dans les hôpitaux privés financés par l'État. Sans compter les déserts médicaux. Et ces derniers ne se trouvent pas seulement en milieu rural. Si l'on prend une ville comme Le Havre, 25 à 30 000 personnes n'ont pas de médecin traitant. On peut compter les dermatologues sur les doigts de la main. C'est mission impossible de trouver un allergologue etc. Ceux qui le peuvent vont à Paris et cela occasionne des

coûts de transport...et parfois des non-remboursements de soin. Les plus pauvres ne se font pas soigner avec les conséquences que cela implique.

Dans les établissements de santé, l'externalisation des services de ménage ou de blanchisserie est constatée depuis un certain temps, suscitant des plaintes du public concernant le manque de serviettes et de pyjamas, ou le retour de linge sale. De plus, cela entraîne le démantèlement de machines, un gaspillage de centaines de milliers d'euros et empêche la remise en marche du service. Un autre problème lié à ces ressources est la pénurie de cuisiniers et la fermeture des cuisines au profit des traiteurs, ce qui engendre des problèmes dus à la mauvaise qualité des aliments et à des conséquences directes telles que la malnutrition.

La privatisation et le démantèlement progressif des services publics affectent directement la classe ouvrière, accentuant la précarité de nos vies et le risque d'exclusion

sociale, parallèlement à l'accroissement constant des inégalités.

Le démantèlement de l'État-providence est un enjeu idéologique. Les religieux et de nombreux chefs d'entreprise dépendent des fonds publics via les marchés publics et les subventions. L'exclusion sociale est un commerce lucratif, tout comme l'éducation. Pourtant, aucun politicien, aucun religieux ou chef d'entreprise ne dirigent réellement les établissements de soins et ne travaillent au quotidien pour les usagers. C'est nous, les travailleurs, qui faisons tourner la boutique et qui la faisons fonctionner. Sortir de cette dichotomie quotidienne est essentiel, tant pour les usagers que pour nous-mêmes. C'est pourquoi nous devons nous organiser et entreprendre une action syndicale qui rompe avec la routine défaitiste et passer à l'offensive pour défendre nos droits et ceux des usagers, en vue d'une transformation radicale de nos conditions matérielles et d'un dépassement du pouvoir politique et du système économique capitaliste.



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

**A vos plumes**

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail [julesdurand.lehavre@gmail.com](mailto:julesdurand.lehavre@gmail.com)